

Benalla-Macron : il s'en raconte des choses...

Manu et moi

Feuilleton de l'été 2018



Le roi de la transparence pris la main dans le sac.

Car les Français ont une volonté, souvent négligée par leurs gouvernants. C'est cette volonté que je veux servir car je n'ai pas d'autre désir que d'être utile à mon pays.

(Emmanuel Macron, « Révolution ») (Si, si, c'est vrai, je n'invente rien, lisez vous-même)

Benalla, amant d'Emmanuel Macron ?

La photo circule sur les réseaux sociaux depuis ce week-end. « Manu et moi, on est plus que des amis... » annonce le titre, tandis que l'article détaille qu'entendu par les enquêteurs, Alexandre B. « aurait déclaré entretenir une relation amoureuse avec le président de la République ».

Quelqu'un sait-il si le scooter de Hollande est encore disponible ? Notre président va en avoir besoin... Où donc a-t-on fourré le casque ? On laisse entendre qu'il va donner une conférence de presse et avouer qu'il entretient bel et bien une love story avec sa protection rapprochée... A mon avis, une actrice, c'est quand même plus pimpant, non ? Quant à l'estafier de sa majesté, il ne savait même pas qu'il se mariait, il l'a appris dans la presse.

Certains détracteurs racontent même que c'est lui, en fait,

qui tenait la main du bambin suspendu au 5ème étage du bâtiment, vous savez, lorsque Mamoudou Gassama a grimpé pour aller le sauver. Mais je n'en crois rien... Je ne suis pas une mauvaise langue...



Manu et Alex à l'apéro

Le vigoureux Alexandre était bien plus qu'un garde du corps pour le couple Macron.

Il était dans l'ombre d'Emmanuel Premier depuis plusieurs années. Bénéficiait d'un appartement de fonction dans une dépendance de l'Élysée.

Si le grand public est loin de connaître cet homme qui le suit partout, son statut semble largement dépasser celle d'un simple garde du corps. Le bienheureux Alexandre était très proche du président de la République et de son épouse. Certes, avec des fonctions subalternes, mais dans l'intimité du couple présidentiel, confirme un intime ce 23 juillet. Ce statut était tel que dès la campagne présidentielle, il s'était vu confier par Macron les clefs de sa maison. L'une des photos les plus relayées ces derniers jours est d'ailleurs celle où le chevalier servant apparaît en vélo au côté du président de la République, captivant dans son chandail rose.

Le gorille n'a pas été sanctionné, mais protégé. Sur ordre de qui, sinon du président lui-même ? Et pourquoi cette mansuétude ? On craint de comprendre : diverses sources corroborées par d'autres vidéos montrent que le grand Alexandre vivait en fait dans l'intimité du couple, qu'il accompagnait même le chef de l'Etat dans ses activités privées, au tennis, au ski ou pendant ses vacances. Pourquoi

s'en remettre à lui, alors même qu'il est sans la moindre qualification et connu pour son impulsivité ? Parce que c'est un proche, qui a rendu tant de services, ou qui en sait trop ? Redoutables hypothèses...

Un climat nauséabond

Selon Médiapart, l'affaire Benalla répand un climat nauséabond de basse police et de cabinet privé au cœur de l'Élysée. Cette privatisation de la sécurité présidentielle dévoile la part d'ombre du monarchisme macronien. Cette affaire est une alerte sur la dérive de cette présidence vers un pouvoir encore plus exclusif du chef de l'État.

Pourquoi diable s'être acharné à protéger un collaborateur de second rang qui aurait dû quitter l'Élysée depuis des mois ?

Le souci constant de restauration de l'autorité politique voulu par le président a volé en éclats. Tout cela dégrade l'exemplarité qu'Emmanuel Macron est le premier à revendiquer.

Ces faits démontrent qu'il existe au 'château' des musclés au statut flou, chargés de besognes opaques. Cette découverte fissure l'image d'Emmanuel Macron, qui a toujours insisté sur l'ex-em-pla-ri-té et l'in-té-gri-té indispensables à sa fonction. La communication présidentielle, jusque-là parfaitement lissée, a volé en éclats.

La tentative manifeste d'étouffer le scandale est explosive. Pourquoi ce président, qui dès son arrivée n'avait pas hésité à virer le chef d'état-major des armées pour quelques mots critiques sur le budget de la Défense, a-t-il été incapable de se défaire d'un collaborateur instable traînant déjà plusieurs casseroles ? Pourquoi l'Élysée avait-il besoin de ce gros bras, alors qu'il existe un service officiel pour cela, le Groupe de Sécurité de la Présidence de la République ? Quelle était la relation exacte entre le candidat-puis-président Macron et le cerbère qui le suivait comme son ombre ? En ne traitant pas cette affaire comme elle aurait dû l'être,

l'Elysée a ouvert la boîte des mille questions légitimes, mais forcément embarrassantes.

L'accroc est d'autant plus voyant qu'il vient marquer une république auto-proclamée inflexible sur la déontologie, intraitable sur la transparence, intransigeante sur la probité. A chaque départ d'incendie, et il y en a eu quelques-uns depuis le début de sa campagne victorieuse, Emmanuel Macron a réagi sans délai et sans états d'âme. Cette fois, il faudra plus, beaucoup plus qu'une déclaration lourdaude du porte-parole du chef de l'Etat pour circonscrire le feu.

D'évidence, des têtes vont tomber au château. Toute réorganisation, si sophistiquée soit-elle, toute redéfinition politique de la sécurité présidentielle, n'exonérera pas Emmanuel Macron de payer l'addition. Ce président, volontiers donneur de leçons, est trop fine mouche pour ne pas comprendre qu'avec cette déplorable affaire, un énorme doute a gagné les Français qui ont cru en ses promesses de lendemains vertueux. Et sous réserve d'autres révélations plus désastreuses, et en l'absence de résultats probants de sa stratégie, notamment économiques, son crédit politique s'en trouve d'ores et déjà sévèrement entamé. Nul ne peut ôter à Emmanuel Macron son sens de la communication et sa capacité à se mettre au premier plan lorsqu'il le faut et nul ne peut imaginer non plus qu'il est inconscient des dommages que cette affaire provoque dans son propre camp et bien au-delà.

Mais alors, pourquoi ne le fait-il pas ? Pourquoi contribue-t-il par son silence, à couvrir implicitement celui dont l'ascension au cœur du pouvoir fut aussi rapide que sujette à suspicion ?

Il faut en être parfaitement conscient, en matière de communication de crise, l'absence de prise de parole ouvre toujours la voie à la prolifération de spéculations de la part des observateurs qui laissent aller leur imagination. Et celle-ci peut les amener très loin. Les adeptes de la théorie

du complot évoquent déjà sur les réseaux l'existence d'un cabinet noir à l'Elysée dont Benalla serait l'un des principaux animateurs. On ne sait pas très bien à quoi ça sert, mais on imagine des actes d'une autre époque, des scènes dont les films d'espionnage regorgent. Sur d'autres espaces, la vieille rumeur d'homosexualité du président français refait surface avec l'idée folle que celui qui fut élevé à moins de 30 ans au rang de sous-préfet sans que l'on sache pourquoi et sans qu'il en ait les compétences sur le papier serait en réalité l'amant caché du locataire de l'Elysée.

En politique, lorsque les choses se compliquent, le silence est toujours retenu contre vous.

Probablement pour la première fois de son quinquennat, Emmanuel Macron est illisible et absent. Pire, il semble ne pas être aux commandes.

Le silence d'Emmanuel Macron n'est pas seulement pesant, il est porteur d'interrogations multiples et pas uniquement celles qui relèvent du fantasme. Elles vont jusqu'à poser de nombreuses questions, car lorsqu'un membre de la garde rapprochée du pouvoir est impliqué dans de telles histoires, c'est une faute, une entorse à l'esprit des institutions de garder le silence, ne rien dire et tenter, par le refus de prendre la parole, de s'exonérer d'une responsabilité pourtant évidente.

Anne Schubert